



**HAL**  
open science

## Les Eurorégions en discours : traces de mobilisation en faveur d'un espace public transfrontalier

Marie-Hélène Hermand

► **To cite this version:**

Marie-Hélène Hermand. Les Eurorégions en discours : traces de mobilisation en faveur d'un espace public transfrontalier. Baudelle, Guy; Charles-Le Bihan, Danielle. Les régions et la politique de cohésion de l'Union européenne, Presses universitaires de Rennes, pp.67-78, 2017. hal-02469543

**HAL Id: hal-02469543**

**<https://hal.science/hal-02469543v1>**

Submitted on 16 Nov 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les eurorégions en discours : traces de mobilisation en faveur d'un espace public transfrontalier

Marie-Hélène Hermand

Doctorante à l'Université libre de Bruxelles

Centre de recherche en information et communication (ReSIC)

## 1. Introduction - Émergence des eurorégions dans l'espace public européen

Cette contribution examine le processus d'émergence dans l'espace public d'un référent territorial relativement méconnu des citoyens — les eurorégions — et analyse comment ce référent produit, diffuse et légitime une certaine idée de l'Europe. Définies par le *Lexique de l'aménagement du territoire européen*<sup>1</sup> comme des “organisations de coopération transfrontalières formées le long des frontières européennes”, les eurorégions sont nées après la fin de la seconde guerre mondiale aux frontières des pays germanophones, néerlandophones et francophones dans un objectif de réconciliation des peuples. Au fil des décennies, elles ont bénéficié de soutiens communautaires (diplomatique après la seconde guerre mondiale, financier dans le cadre de la politique régionale) et se sont progressivement affirmées dans le paysage politique européen par le biais d'associations régionales telles que l'Association des régions frontalières européennes (1971), l'Association des régions d'Europe (1985) et le Comité des Régions (1994). Elles bénéficient depuis 1990 de l'appui financier croissant de la Commission européenne dans le cadre du programme Interreg (financé par le Fonds européen de développement économique et régional, FEDER) dont le volet A est dédié à la coopération transfrontalière<sup>2</sup>. Les eurorégions prolifèrent enfin depuis le milieu des années 2000, période correspondant à l'élargissement vers l'est de l'Union européenne. Encouragées depuis peu à se structurer à l'aide de statuts juridiques mis à leur disposition<sup>3</sup>, elles ne sont jusqu'à présent pas définies précisément au niveau communautaire, ne correspondent pas à une échelle régionale géographique traditionnelle et sont administrativement très protéiformes. Elles sont par contre toutes caractérisées par l'impulsion de réaliser des actions et des objectifs communs aux régions frontalières qui les composent en fonction d'intérêts partagés et dans le cadre de "territoires de projets" (Perrin, 2013 : 7). Cette accumulation d'indices politiques et institutionnels invite à s'intéresser à la dynamique eurorégionale en tant que traduction privilégiée de la politique de cohésion européenne.

Située dans le champ des sciences de l'information et de la communication, notre recherche s'intéresse au dispositif de communication eurorégional, le "dispositif de communication" étant entendu ici comme l'expression d'

une certaine manipulation de rapports de force, [...], une intervention rationnelle et concertée dans ces rapports de force, soit pour les développer dans telle direction, soit

---

<sup>1</sup> Université Paris 7 - Datar - CNRS : <http://www.ums-riate.fr/lexique/modeletermine.php?id=21>

<sup>2</sup> Dans la ventilation prévue des budgets Interreg III (4,9 milliards pour 2000-2006), Interreg IV (7,8 milliards pour 2007-2013) et Interreg V (9 milliards pour 2014-2020), le volet A capte en moyenne plus de 70% des ressources financières.

<sup>3</sup> Groupement européen de coopération territoriale (GECT, 2006) ; Groupement eurorégional de coopération (GEC, 2013).

pour les bloquer, ou pour les stabiliser, ou les utiliser. Le dispositif est donc toujours inscrit dans un jeu de pouvoir [...] et [il est à la fois] discursif et non discursif. (Foucault, 1977 : 300-301)

En vue de déceler les invariants et les tensions du dispositif, nous faisons l'hypothèse que le concept d'eurorégions, ancien mais confiné jusqu'aux années 2000 aux sphères initiées à la coopération transfrontalière, est en train d'éclorre pour proposer un espace public de référence commun aux acteurs frontaliers impliqués de longue date dans la construction européenne. Notre analyse doit ensuite permettre de déceler les modalités de légitimation et de promotion de l'espace sociopolitique eurorégional non seulement du point de vue des institutions mais aussi du point de vue des acteurs sur le terrain.

En partant de l'observation des scénarios discursifs et sémiotiques qui mettent en scène les eurorégions sur le web, nous repérons comment les principaux locuteurs impliqués dans l'eurorégionalisation tentent de créer un sentiment d'identité transfrontalière dans un contexte politique de forte persistance des sentiments nationaux et de faible conscience européenne chez les citoyens. Il s'agit aussi de considérer un ensemble discursif européen en devenir et susceptible de constituer une partie remarquable du discours historique sur l'Europe. Pour y parvenir, nous avons réuni des textes différents, authentiques et disponibles dans des langues dont la lecture nous est accessible (français, italien, espagnol, anglais, allemand et néerlandais) en veillant à ce qu'ils comportent au moins une occurrence du mot *eurorégion* ou de ses nombreuses variantes (*eurégio*, *euregio*, *europaregion*, *eurométropole*, *regio*, *cross-border region*...) <sup>4</sup>. Le corpus eurorégional réunit ainsi 617 textes différents (près de 500 000 mots) et concerne 42 eurorégions sur une centaine répertoriée (Oliveras González *et al.*, 2010).

## **2. Présentation du corpus eurorégional**

### **2.1 Marques d'intérêt pour les eurorégions : l'hétérogénéité constitutive du corpus**

Nous avons consulté 546 sites web différents pour réunir les textes du corpus : peu de textes provenant des mêmes sites, le corpus présente une grande diversité éditoriale. Parmi les types de sites rencontrés les plus fréquemment, citons les sites officiels d'eurorégions, les sites de presse (régionale et nationale), les sites de projets transfrontaliers financés par Interreg et les sites de chambres de commerce et d'industrie (parfois elles-mêmes transfrontalières). L'examen des titres de rubriques dans lesquelles sont publiés les textes dédiés aux eurorégions témoigne d'une dynamique informationnelle (à travers les rubriques *Actualités*, *Événements* ou *Projets*), d'un souci documentaire (rubriques *Archives*, *Publications* ou *Ressources*) et d'une valorisation thématique (rubriques *Politique* ou *Économie*). Témoins d'une rédaction orientée directement pour la mise en ligne, 85% des textes sont directement disponibles dans un format de données conçu pour représenter des pages web <sup>5</sup> tandis que 15% seulement des contenus ont d'abord été conçus pour un support imprimé avant d'être mis à disposition sur le web <sup>6</sup>. Les éléments qui composent les pages web mettent au jour une communication à forte dominante textuelle : 42% des textes seulement sont accompagnés d'images, statiques dans la

---

<sup>4</sup> Dans cette contribution, les mots issus du corpus et utiles à l'analyse du discours figurent en italique.

<sup>5</sup> C'est le cas d'éditoriaux, d'agendas, d'articles et d'autres contenus disponibles en HTML.

<sup>6</sup> C'est le cas de brochures d'information, de magazines, de rapports d'activités ou d'audits disponibles en PDF.

quasi totalité des cas. Cette mise en images s'opère par le biais d'illustrations symboliques (logos, drapeaux), de photographies paysagères idylliques (mers, fleuves, montagnes) ou de photographies de décideurs (poses lors de cérémonies officielles, allocutions individuelles au pupitre, groupes photographiés de loin ou de dos) et souvent désincarnées (façades d'immeubles contemporains en contre-plongée, tables rondes et bureaux vides). Les données relatives au volume des textes du corpus font enfin apparaître des textes courts (80% des textes comportent entre 100 et 1000 mots) dont la rédaction synthétique peut sembler *a priori* adaptée au support web.

Outre ce portrait éditorial dressé à grands traits, il convient de souligner que les eurorégions sont soumises à un cadre administratif très diversifié et sont susceptibles d'être enregistrées sous différents statuts en fonction des pays auxquels elles appartiennent. Il faut surtout retenir que le discours sur les eurorégions surgit indépendamment de l'existence institutionnelle de celles-ci : 52% des textes du corpus concerne des eurorégions non dotées de statut spécifique (GECT ou GEC) tandis que les 48% restants traitent d'eurorégions qui en sont déjà dotées ou en voie de l'être.

Le corpus peut aussi être brièvement décrit à partir d'un point de vue géographique ou linguistique : 39% des textes concernent des eurorégions situées en Europe du Nord-Ouest, 21% dans la zone Alpes-Danube, 17% en Europe du Sud-Ouest, 8% en Europe centrale et orientale et 7% en Europe du Nord<sup>7</sup>. La liste des pays qui se partagent les eurorégions considérées dans le corpus ne correspond pas strictement à celle des 28 pays membres de l'Union européenne. Des pays n'appartenant pas à l'UE sont en effet représentés à travers des régions dont la localisation est stratégique : c'est le cas de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine et du Monténégro (eurorégion Adriatico-Ionica), de la Macédoine et de la Serbie (EuroBalkans), de la Norvège (Euregio Barents), de la Russie (Euregio Barents, Euroregion Baltic, Euregio Karelia) et de la Suisse (eurorégions Insubrica, Rhin supérieur et Bodensee). Sans entrer dans le détail des profils linguistiques que nous avons pu établir à partir de l'observation des sites web officiels des eurorégions, mentionnons enfin seulement que 69% des eurorégions considérées dans le corpus utilisent toutes leurs langues officielles sur leur site institutionnel, ce qui témoigne d'un lourd investissement éditorial à caractère multilingue.

## **2.2 Focalisation sur l'hétérogénéité énonciative : la formation discursive eurorégionale**

Les eurorégions suscitent des propos d'interlocuteurs variés, modifiant ainsi une situation antérieure au milieu des années 2000 où il était difficile de repérer des espaces médiatiques transfrontaliers (Argul *et al.*, 2005), voire de trouver des textes en ligne dédiés aux eurorégions (Dupeyron, 2008 : 18). En nous intéressant spécifiquement au langage, nous focalisons notre attention sur la forte hétérogénéité énonciative du corpus, c'est-à-dire sur l'enchevêtrement des voix qui parlent des eurorégions : 44% des textes du corpus sont produits par des institutions, 29% par les médias et 27% par des acteurs économiques. L'énonciation institutionnelle recouvre le positionnement des eurorégions (par la voix de leurs présidents, représentants à Bruxelles ou opérationnels en charge de leur fonctionnement), des institutions européennes (surtout de la Commission) et des universités. L'énonciation des acteurs économiques concerne principalement les dires des représentants de

---

<sup>7</sup> Les 8% restants traitent des eurorégions en général.

*clusters* transfrontaliers, de chambres de commerce et de sociétés d’audit implantées en régions frontalières. L’énonciation médiatique, perçue comme un carrefour des connaissances sur les eurorégions, regroupe des articles issus de 160 titres de presse régionale, nationale et européenne. Enfin, des contre-discours syndicaux entendus au sens de discours d’opposition ou de contre-argumentation (Auboussier, 2015) complètent le corpus et requièrent une analyse spécifique non présentée ici.

Nous partons du cadre théorique qui consiste à envisager le discours eurorégional comme une “formation discursive” (Foucault, 2008 : 57), c’est-à-dire comme “*un ensemble d’énoncés socio-historiquement circonscrit que l’on peut rapporter à une identité énonciative*” (Charaudeau et Maingueneau, 2002 : 271). Ce cadre permet de réunir des textes renvoyant à des genres discursifs très différents (éditoriaux, rapports d’activité, rapports d’audit, agendas, offres d’emploi, manifestes...) à condition qu’ils partagent une thématique commune : l’eurorégion. Dans cette optique, le discours délimite ce qui peut et doit être dit lorsqu’il est question d’eurorégion. Particulièrement adapté à l’examen de positionnements énonciatifs différents, le concept de formation discursive retravaillé par Pêcheux insiste sur l’importance de la perspective interdiscursive<sup>8</sup> en soulignant qu’

une formation discursive n’est pas un espace structural clos, puisqu’elle est constitutivement “envahie” par des éléments provenant d’ailleurs (i.e. d’autres formations discursives) qui se répètent en elle, en lui fournissant ses évidences discursives fondamentales (par exemple sous forme de “préconstruits” et de “discours transverses”). (Pêcheux *in* Malidier, 1990 : 297)

Le concept invite dès lors à repérer dans le discours eurorégional les héritages d’autres discours et à établir des filiations avec les discours antérieurs qui ont permis le développement du discours eurorégional. Le recensement de recyclages lexicaux et le constat de la reprise de mots d’ordre, de formules ou de slogans ont ainsi permis d’établir une matrice discursive qui renvoie au discours militant en faveur du fédéralisme européen, au discours politique de la construction européenne et au discours associatif de la coopération transfrontalière.

### **3. Invariants et effets du discours en fonction des principaux énonciateurs**

#### **3.1 Élaboration d’une image préalable par la Commission européenne**

Inscrit dans l’Objectif 3 de la politique communautaire de cohésion économique et sociale qui prévoit le renforcement de la coopération et la fourniture d’outils d’assistance technique, le processus de coopération transfrontalière nécessite la mobilisation de tous les acteurs susceptibles de s’y impliquer. Très largement mobilisés dans les discours produits par la Commission européenne, les actes de langage à visée incitative<sup>9</sup> s’expriment de manière récurrente à travers l’appel à l’histoire et la mobilisation de l’affect. En exprimant sa reconnaissance à l’égard des premières eurorégions qui ont joué un rôle clé dans la politique de réconciliation après la seconde guerre mondiale, la Commission européenne cherche à

---

<sup>8</sup> Au sens large, l’interdiscours est défini comme “l’ensemble des unités discursives (relevant de discours antérieurs du même genre, de discours contemporains d’autres genres, etc.) avec lesquelles un discours particulier entre en relation implicite ou explicite” (Charaudeau et Maingueneau, 2002 : 324).

<sup>9</sup> Les requêtes ont porté sur les racines morphologiques des verbes *inciter*, *favoriser*, *encourager*, *soutenir*, *stimuler*, *promouvoir* et leurs traductions dans les 6 langues du corpus.

réactiver un lien privilégié et sensible entre l'Europe et les régions frontalières. Elle appuie en outre sa publicité sur la mise à disposition d'une boîte à outils (composée d'observatoires transfrontaliers dédiés à telle ou telle thématique, de dispositifs d'aide à la mobilité, de dispositifs de formations mutualisées...) qui témoigne d'une démarche pragmatique en faveur du projet eurorégional. La fourniture de cette boîte à outils n'est cependant pas assortie de conseils relatifs aux contenus spécifiques qu'il convient d'y injecter : le mot *ressources* devient l'exemple-type d'un mot flou qui tantôt propose un espace de liberté propice à l'expérimentation transfrontalière et tantôt limite l'initiative à la mobilisation de ce qui existe déjà sans autre possibilité de création (Hermand, sous presse).

Le financement de programmes transfrontaliers consolide aussi une expérience accumulée par la Commission depuis le début des années 1990 et sert un argumentaire adapté aux divers degrés d'investissement des régions frontalières dans le processus d'eurorégionalisation : soit il s'agit de consolider la réputation d'eurorégions historiques, soit il s'agit d'encourager la naissance de nouvelles eurorégions en les assimilant à des espaces privilégiés d'expérimentation. La démarche qui avait consisté à initier la construction européenne dans les régions frontalières et à considérer la frontière comme le *laboratoire* de l'Europe (selon la formule de Delors en 1994) se trouve réactivée par divers reformulants désignationnels des eurorégions tels que *laboratoire* ou *mini-laboratoires*. Inspirée du modèle de la pratique scientifique en univers clos, cette métaphore instaure l'idée d'une « politique expérimentale » (Quet 2012 : 215) et promeut les eurorégions au rang de modèles à suivre.

Empreint de didactisme, le discours communautaire cherche en outre à “*modifier un état mental*” (Charaudeau 2005 : 167) par le recours à des séquences explicatives, des invitations diplomatiques et des obligations explicites formulées tant à l'égard des régions que des États. Si la Commission européenne a souvent été présentée comme une “jeune” institution (Abélès, 1997), elle trouve dans le projet eurorégional l'occasion de faire valoir son expérience en proposant un imaginaire transfrontalier adossé à un *continuum* temporel et en promettant un destin naturellement partagé en dépit de forts contrastes (administratifs, juridiques et économiques) au sein même des eurorégions. En s'appuyant sur ces acteurs transfrontaliers qui ont œuvré très tôt à la construction européenne, le discours communautaire produit un effet propice à l'installation d'une Europe de proximité et au réveil d'une adhésion citoyenne à l'Europe.

### **3.2 Construction de figures d'autorités charismatiques**

Souvent issus du sérail politique régional, les responsables eurorégionaux (présidents, vice-présidents) illustrent le processus de transfert d'une fonction préalable de pilotage vers un nouvel espace géographique, politique et économique. Afin de forger ce pilotage au niveau eurorégional, leurs propos laissent des traces d'“autorité montrée” (Plantin, 1996 : 88-93) sous la forme de rappels systématiques d'un parcours professionnel et d'un réseau relationnel ancrés de longue date dans le territoire frontalier : ils tentent aussi par là de fournir une réponse au déficit de récit déjà constaté dans l'imaginaire européen (Aldrin *et al.* 2014 : 16).

Dans les sites web officiels des eurorégions, les messages de bienvenue et les descriptions des eurorégions insistent régulièrement sur des éléments importants du dispositif de communication (obtention d'un label), mentionnent des actions de terrain (ateliers

transfrontaliers, traductions de ressources), annoncent des programmations (plan d'actions, gestion de projets) et promettent une perspective méliorative grâce aux résultats des projets financés par Interreg. Des actes de langage à portée symbolique tels que des discours de cérémonies officielles (inaugurations, commémorations, invitations et visites réciproques) ont pour objectif de sceller le contrat de communication qui lie les représentants eurorégionaux aux citoyens des régions frontalières. Le système d'adresse montre l'engagement de maîtres d'œuvre (rédacteurs de sites web ou chefs de projets eurorégionaux) qui garantissent aux publics l'accès à des ressources informationnelles et à des bilans évaluatifs de projets transfrontaliers. L'association systématique de la configuration eurorégionale à des chiffres (données sur la mobilité des travailleurs frontaliers, nombre de stagiaires et d'apprentis recensés en eurorégions, positions de classement des centres urbains) ou à des organismes (observatoires interrégionaux) chargés de les produire répond à l'impératif récurrent de production de statistiques pour consolider le caractère indiscutable du discours.

En vue de favoriser l'ancrage du repère eurorégional, le discours politique utilise des tournures inchoatives et des verbes de mouvement qui esquissent l'ouverture ou la transformation d'anciens espaces éloignés des centres nationaux de décision. Le *leitmotiv* de la suppression des frontières nationales observable dans le lexique conforte la perspective d'un glissement des centres névralgiques en Europe (Alliès, 2011) : en attestent la quasi-absence des mots *nation* et *pays*, la prégnance des noms propres de régions ou de villes au détriment de ceux des pays et les multiples constructions privatives observables dans les différentes langues du corpus (*sans frontière, sans considération de frontières, effacer les frontières, éliminer la frontière...*). Ces indices installent un potentiel polémique dans la formation discursive eurorégionale auquel tentent de répondre des contre-discours produits par les conseils syndicaux interrégionaux ou les associations de travailleurs transfrontaliers.

La convocation de la réalité transfrontalière se manifeste aussi dans des descriptions uniformisées d'espaces eurorégionaux pourtant très contrastés. À titre d'exemple, la mobilisation des mêmes univers lexicaux d'une eurorégion à l'autre permet de s'appuyer sur les critères récurrents de la *pertinence*, de la *cohérence* et de l'*attractivité* eurorégionales pour tenter d'imposer une référence nouvelle en Europe. Les relevés textométriques et l'analyse contextuelle mettent au jour cette volonté d'ériger les eurorégions en modèles auprès des citoyens transfrontaliers et, plus largement grâce à une diffusion en ligne, auprès des citoyens européens. L'identité eurorégionale se construit dès lors progressivement à travers l'utilisation d'exemples-modèles dans lesquels on retrouve les principaux atouts de l'*exemplum* médiéval : la brièveté du récit, l'appel à l'authenticité de situations locales, la mobilisation enthousiaste, l'exhortation et le caractère imagé du discours (Hermand, 2014).

Les références à l'histoire — déjà observées dans d'autres analyses de discours où une entité régionale est exposée comme une "unité naturelle" résultant du passé (Costa et Bert, 2011) — prolifèrent enfin pour présenter l'eurorégion comme une évolution normale de la configuration européenne actuelle. D'un côté, la mobilisation de la mémoire collective vise à susciter l'émotion par l'appel à des témoins d'un passé laborieux encore proche et souvent idéalisé par la solidarité (ouvrière, montagnarde, maritime...) transfrontalière. D'un autre côté, le consensus autour d'un passé commun idéalisé confère aux eurorégions le pouvoir symbolique de réveiller le sentiment d'adhésion du citoyen à l'Europe.

### 3.3 Nécessaire changement de cap exprimé par les acteurs économiques

Relais importants de l'installation du référent eurorégional dans l'espace public, les acteurs du monde économique produisent des discours qui insistent sur la nécessité de participer au processus d'eurorégionalisation pour garantir une sortie de la crise : les locutions répétées *il est nécessaire/indispensable/important de* montrent cet aspect contraint de l'engagement des acteurs économiques. L'appropriation du thème de la nouveauté et la volonté de hisser au niveau transfrontalier le modèle managérial des *clusters*, déjà bien implanté au niveau régional, fournissent des arguments en faveur d'un changement de cap et d'envergure. Elles se manifestent par la présence de l'adjectif *nouveau* dans la déclinaison multilingue de segments répétés tels que *nouveaux business, nouveaux produits, nouveaux services* et *nouveaux emplois* et dans l'emploi récurrent du terme *métacluster*. Là aussi, la création d'une nouvelle centralité fait endosser aux eurorégions un rôle stratégique de pivots incontournables des échanges commerciaux.

La démonstration de capacités d'innovation et l'ouverture sont présentées comme des leviers à portée de main des régions frontalières. La faible présence du mot "*crise*", utilisé dans seulement 7% des textes du corpus économique, est à ce titre intéressante car elle relève tantôt d'un "silencement" (Orlandi-Pulcinelli, 1996) des difficultés économiques susceptible de faire oublier les contre-discours syndicaux qui peinent à s'organiser (notamment en raison du degré de technicité requis), tantôt d'un "jugement d'euphémisation" (Krieg-Planque, 2004), c'est-à-dire d'une non-coïncidence entre les mots et les choses dans des eurorégions aux forts contrastes économiques. Nommer la crise le moins possible aboutit à conférer aux eurorégions une image optimiste et à former un noyau dur d'entrepreneurs triés sur le volet (Hermand, à paraître). Pour y parvenir, l'héritage de savoir-faire spécialisés, le rappel d'habitudes anciennes de travail avec le(s) pays voisin(s), la conscience d'enjeux communs, l'expérience de pratiques administratives diverses et l'argument de localisations géographiques privilégiées (en tant que *carrefours d'échanges*) se combinent pour présenter les eurorégions comme un concentré de remèdes aux difficultés. Une logique de club économique transfrontalier se dégage à partir d'un discours positif (grâce à la très nette domination du mot *pour* qui représente 98% des occurrences dans l'opposition prépositionnelle *pour-contre* dans les différentes partitions linguistiques) et sélectif (grâce aux tournures partitives du type *pour certains métiers, pour certains secteurs, pour certaines professions*). L'effet obtenu relève d'un positionnement eurorégional haut de gamme consolidé par la désignation récurrente de catégories de la population qui se distinguent par leur niveau de formation ou leur autonomie professionnelle : "les diplômés", "les étudiants", "les cadres", "les entrepreneurs".

Mais le discours économique n'est pas exempt d'aspérités. Tandis que s'expriment les appels à la mobilisation en faveur d'une renaissance ou d'une consolidation des régions frontalières, des témoignages de chefs d'entreprises montrent de nettes réserves à l'embauche de salariés issus de l'eurorégion en raison des freins (administratifs, logistiques, juridiques, linguistiques) rencontrés sur le terrain. Mis en exergue dans des rapports d'audits, cet interdiscours des chefs d'entreprises sert à cautionner les recommandations techniques formulées par les auditeurs (sous forme de conseils d'optimisation fiscale et sociale) en vue d'instaurer un *nouveau modèle d'entreprise transfrontalière* libéré des réglementations associées aux frontières nationales. Cette intrication opportuniste des voix économiques montre aussi l'ampleur des



réticences à envisager le droit de libre circulation des travailleurs garanti dans les textes de l'Union européenne<sup>10</sup> d'un point de vue autre que celui du *dumping* social, fléau qui sévit particulièrement dans les régions frontalières parce qu'elles sont des “lieux sensibles” touchés en premier par les stratégies patronales de contournement des législations sociales et de restructuration des entreprises” (Gobin, 1999 : 28).

### 3.4 Un débat tout en retenue dans les médias

Pour ce qui concerne le discours médiatique dédié aux eurorégions, le *leitmotiv* de la suppression des frontières nationales et l'idéal de “rapprochement” avec le voisin immédiat construisent un imaginaire eurorégional tantôt réconfortant (l'eurorégion *soignée*) et tantôt menaçant (l'eurorégion *inquiète*). Celui-ci renvoie à un projet à la fois souhaité dans l'intérêt général d'habitants partageant un même environnement et soutenu par les instances communautaires. Le scénario eurorégional ne suscite pas de violents débats dans la presse : celle-ci relaie souvent un soutien explicite au projet expérimental à travers des tournures comparatives (*les résultats sont plus qu'encourageants*), le lexique du gain (*pour bénéficier des avantages*), des constructions de buts positifs (*pour échanger une expérience pertinente*), l'idée de complétude (*inciter tous les acteurs transfrontaliers*) ou encore la progression du projet eurorégional (*pour la suite des événements*). Il s'agit plutôt de faire connaître les eurorégions, notamment par le biais d'une démarche de vulgarisation qui privilégie les définitions, les reformulations paraphrastiques et les personnifications du référent eurorégional.

La mise en scène d'une créativité attendue en Europe est un autre élément remarquable de la mise en valeur médiatique de la configuration eurorégionale. Les personnalités issues des mondes de l'art et des industries créatives (musique, danse, théâtre, peinture, sculpture, photographie, jeu vidéo, animation...) illustrent la diversité des profils créatifs appelés à collaborer sur la scène eurorégionale comme en attestent les termes préfixés *co-création*, *co-créateurs* ou *poly-centre européen de création artistique*. L'analyse des contextes discursifs du verbe *créer* montre que l'objectif poursuivi est à la fois pratique, stratégique et symbolique. Le discours médiatique s'inscrit dans le vaste mouvement de “culturalisation de l'économie” déjà analysé par Labelle et Oger (2014) : par les mentions récurrentes du nombre d'emplois associés à des dispositifs culturels transfrontaliers récemment créés ou valorisés à travers des labels (Capitale eurorégionale des métiers d'art, Capitale eurorégionale de la culture, Eurocampus...), il met particulièrement l'accent sur la rentabilité des industries culturelles et créatives mises au service de l'attractivité des eurorégions.

## 4. Conclusion

En soulignant quelques traits saillants de la formation discursive eurorégionale, nous avons vu comment celle-ci articule les propos d'énonciateurs restés discrets jusqu'aux années 2000 et donne de la consistance à plusieurs communautés transfrontalières (institutionnelles, économiques, médiatiques) qui structurent la coopération. La traduction sur le terrain de la politique de cohésion et de l'encouragement communautaire fait émerger des enjeux spécifiques aux énonciateurs engagés dans la promotion eurorégionale. Du point de vue de la

---

<sup>10</sup> Instauré par le Traité de Rome en 1957 et réaffirmé par le Traité de Lisbonne en 2007.

Commission européenne, le principal procédé discursif consiste à s'appuyer sur l'histoire pour réactiver une relation privilégiée avec les régions frontalières et mobiliser les citoyens qui ont une expérience pratique et parfois quotidienne du franchissement des frontières. Pour convaincre à nouveau de la pertinence de l'Europe, le discours communautaire doit aussi affronter le paradoxe qui consiste à convaincre de la légitimité d'un modèle transnational tout en rapprochant les institutions européennes et le citoyen dans le respect du principe de subsidiarité. Profitant du soutien de la Commission européenne au développement accéléré des entités eurorégionales, les responsables politiques impliqués dans le processus construisent pour leur part un espace discursif transitoire situé entre la représentation d'une ancienne Europe des États et celle d'une jeune Europe dynamique envisagée comme un *continuum* temporel et spatial. L'installation du paradigme eurorégional se décline ensuite dans le discours économique à travers la revendication d'un nouveau modèle d'entreprise transfrontalière qui permettrait de se libérer de normes nationales jugées trop contraignantes pour bénéficier pleinement du principe de libre circulation. Idéalisée, cette entreprise hybride est présentée comme un nouvel acteur de référence doté de caractéristiques haut de gamme et comme un nouveau moteur assez puissant pour entraîner la sortie de crise économique. De telles démarches d'appropriation du projet eurorégional sont enfin relayées dans un discours médiatique optimiste qui continue d'inscrire la nécessité d'une action nouvelle comme condition de réenchantement de l'Europe.

### **Bibliographie**

- ABELES M., 1997, « De l'Europe politique en particulier et de l'anthropologie en général », *Cultures & Conflits*, n°28.
- ALDRIN P., HUBE N., OLLIVIER-YANIV C., UTARD J.-M. (dir.), 2014, *Les médiations de l'Europe politique*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 371 p.
- ALLIES P., 2011, « La notion d'Eurorégion et sa mise en œuvre dans l'Union européenne ». In C.E. Pachado Amaral (dir.), *Autonomie régionale et relations internationales. Nouvelles dimensions de la gouvernance multilatérale*. Paris : L'Harmattan, p. 245-255.
- ARGUL S., BRAY Z., HARGUINDEGUY J.-B., 2005, « Espace public médiatisé et coopération transfrontalière ». *Communication et organisation*, n°26, p. 223-234.
- AUBOUSSIER J., 2015, *Discours et contre-discours dans l'espace public*, Semen, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté.
- CHARAUDEAU P., 2005, *Le discours politique : Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 255 p.
- CHARAUDEAU P., MAINGUENEAU D. (dir.), 2002, *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris : Éditions du Seuil, coll. « Philosophie générale », 662 p.
- COSTA J., BERT M., 2011, « De l'un et du divers. La région Rhône-Alpes et la mise en récit de ses langues ». *Mots*, n°97, p. 45-57.
- DUPEYRON B., 2008, *L'Europe au défi de ses régions transfrontalières. Expériences rhénane et pyrénéenne*. Berne, Berlin, Bruxelles : Peter Lang, 260 p.
- FOUCAULT M., 1977, « Le jeu de Michel Foucault (entretien avec D. Colas, A. Grosrichard, G. Le Gaufey, J. Livi, G. Miller, J. Miller, J.-A. Miller, C. Millot, G. Wajeman) », *Ornicar ?*, *Bulletin Périodique du champ freudien*, n°10, p. 62-93.
- FOUCAULT M., 2008, *L'Archéologie du savoir*. Paris : Gallimard, coll. « Tel », 294 p. <sup>[1]</sup><sub>SEP</sub>

- GOBIN C., 1999, *L'Europe syndicale*, Bruxelles, Éditions Labor, 186 p.
- HERMAND M.-H., 2016 (sous presse), « La fabrique discursive des eurorégions : créer un environnement spatial par l'incitation », *L'Espace géographique*, 2, p. 97-111.
- HERMAND M.-H., 2016 (à paraître), « La requalification des régions frontalières en eurorégions : invariants et tensions du discours économique ». *Communication & Organisation*, n°50.<sup>[1]</sup><sub>[SEP]</sub>
- HERMAND M.-H., 2014, « Eurorégions, émergence d'une culture discursive exemplaire ». *Le Discours et la Langue*, tome 6.2, p. 191-208.<sup>[1]</sup><sub>[SEP]</sub>
- KRIEG-PLANQUE A., 2004, « Souligner l'euphémisme : opération savante ou acte d'engagement ? Analyse du "jugement d'euphémisation" dans le discours politique », *Semen*, n°17. URL : <http://semen.revues.org/2351>
- LABELLE S. et OGER C., 2014, « Les institutions culturelles publiques à l'épreuve de la gouvernance : communication et reconfiguration du politique », in P. Aldrin, N. Hubé, C. Ollivier-Yaniv et J.-M. Utard (dir.), *Les mondes de la communication publique. Légitimation et fabrique symbolique du politique*, Presses universitaires de Rennes, p. 147-160.
- ORLANDI-PULCINELLI E., 1996, *Les formes du silence*, Paris, Éditions des Cendres, 152 p.
- PECHEUX M., 1990, « Analyse de discours. Trois époques », in D. Malidier (dir.), *L'inquiétude du discours. Textes de Michel Pécheux*, Paris, Editions des Cendres, p. 295-302.
- OLIVERAS GONZALEZ X., DURA GUIMERA A., PERKMANN M., 2010, « Las regiones transfronterizas: balance de la regionalización de la cooperación transfronteriza en Europa (1958-2007) ». *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, vol. 56, n° 1, p. 21-40.
- PERRIN T., 2013, *Culture et eurorégions. La coopération culturelle entre régions européennes*. Bruxelles : Éditions de l'université de Bruxelles, coll. « Science politique », 194 p.
- PLANTIN C., 1996, *L'argumentation*, Paris, Seuil.
- QUET M., 2012, « La politique, c'est l'expérimentation », *Hermès*, vol. 63, n°2, p. 215-220.